



*En marge de la conférence de Nairobi  
sur l'environnement*

## **L'absurdité de la position du Canada ressort au grand jour**

Plus que jamais, la position du gouvernement canadien, consistant à refuser d'aller plus de l'avant avec ses engagements passés sur Kyoto et à s'enfoncer toujours plus la tête dans le sable sur cette question, apparaît comme étant non seulement absurde mais aussi extrêmement dangereuse.

Selon un récent rapport qui vient d'être publié en marge de la Conférence internationale de Nairobi et qui fut préparé par le chef du service économique du gouvernement britannique et ex-économiste en chef de la Banque de Mondiale, Nicholas Stern, le montant total de la facture à payer, si rien n'est fait pour combattre le réchauffement de la planète, pourrait bien dépasser la somme de 5 500 milliards d'euros. On parle donc de plus de 6 000 milliards de dollars. Et c'est sans parler des conséquences irrémédiable que cela pourrait avoir sur notre environnement.

Les chiffres sont tellement gros qu'on en vient à ne même plus pouvoir imaginer ce que cela peut vouloir dire.

### **... mais Stephen Harper persiste dans son entêtement**

Nombreux sont les de spécialistes, intellectuels et les artistes de toutes sortes, tel Gilles Vigneault (qui passait tout récemment encore à l'émission *Tout le monde en parle*) sonnent la cloche d'alarme mais le gouvernement de Steven Harper ne veut toujours rien entendre.

Même le gouvernement de Jean Charest, pourtant déjà renommé pour ses positions de droite rétrogrades, a été obligé de se distancer de son "chum" Harper par rapport à ses positions sur Kyoto. Toute autre position de Jean Charest aurait été carrément suicidaire, compte tenu du très large appui qui existe déjà dans la population québécoise face à l'accord de Kyoto. Le problème entre temps, c'est que c'est Stephen Harper qui est au pouvoir à Ottawa et que c'est lui qui décide en définitive.

Il reste maintenant à voir si la récente débâcle de Georges W. Bush, dans les élections américaines de mi-mandat, auront à terme une influence sur les positions de l'administration américaine (tout aussi absurdes) et, par ricochet, sur celle de leur ami, en la personne de Stephen Harper.

En attendant, tous les indices concernant l'évolution de la situation en matière de protection de l'environnement, ont de quoi faire frémir.

**On est en train de plonger vers une énorme catastrophe**

Ne rien faire en matière de réchauffement de la planète, prévient entre autres monsieur Stern, pourrait secouer l'économie mondiale au point de lui faire revivre les conséquences "des plus grandes guerres ainsi que de la Grande dépression de 1929". Ce n'est pas peu dire. Le PIB mondial pourrait subir une baisse de 5% à 20% d'ici la fin du siècle. Les premiers touchés seraient les populations les plus pauvres, obligées de migrer en masse. L'intérêt de ce rapport est surtout de battre en brèche l'un des principaux arguments du refus d'engagement des gros pollueurs (en tête desquels se trouvent les États-Unis, la Chine et l'Inde) : lutter contre le changement climatique coûterait trop cher aux économies nationales. Au contraire, agir aujourd'hui ne freinerait le PIB que de 1 %, affirme Nicholas Stern. Les lobby de droite ont beau prétendre que tout ce dossier pourrait nous coûter beaucoup trop cher mais les faits sont là démontrant que la poursuite de la politique actuelle de laxisme va, dans les faits, nous coûter encore plus cher.

Deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de Kyoto, la situation continue toujours à piétiner. Tout récemment encore, **l'Organisation météorologique mondiale** faisait état d'un énième record : l'année 2005 a décroché la palme de la concentration atmosphérique de dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre. Quelques jours plus tôt, l'ONU avait publié un autre bilan des émissions de ces mêmes gaz. Avec une mention de seulement « passable » pour les pays industriels qui voient leurs émissions repartir à la hausse depuis 2000.

Une bonne partie du problème découle du refus, jusqu'ici, de l'administration américaine (ainsi que quelques autres joueurs importants, tels le Canada) à respecter Kyoto. La bonne nouvelle réside dans le fait que de plus en plus de pays aux économies émergentes semblent, pour leur part, beaucoup plus disposés à intégrer une dimension environnementale à leur propre croissance économique. L'autre bonne nouvelle, c'est la montée des pressions, à l'intérieur même des États-Unis en faveur de Kyoto. Déjà, plusieurs États américains et grandes villes ont fait part de leur adhésion à cet accord.

### **Que se passe-t-il dans la tête de dirigeants comme Stephen Harper ?**

Faut-il conclure de tout cela que nos dirigeants du monde seraient, pour une bonne part, atteints d'une sorte de syndrome suicidaire ? Si cela n'était que cela... Mais le réchauffement climatique n'est pas que le résultat d'une criminelle insouciance en matière d'utilisation de l'énergie. Il exprime aussi et surtout un mode de gestion du monde fondé sur la domination, la guerre économique qui fait des millions de victimes dans les zones les plus faibles, les plus écrasées. Plus que jamais, une conclusion s'impose : **les normes du capitalisme mondialisé entrent en de plus en plus en contradiction antagonique avec les besoins du développement humain sur une planète peuplée de huit milliards d'hommes.**

Quand la santé publique et même l'eau potable deviennent objets de marchandisation, que les pays les plus riches et les plus pollueurs disent aux peuples du Sud : « commencez les premiers », alors le besoin de **déprivatiser** le monde ne devient plus simplement une question à débattre entre intellectuels, cela devient d'abord et avant tout une **question de nécessité**. D'où notre insistance à dire que le socialisme demeure plus que jamais à l'ordre du jour aujourd'hui.

Aujourd'hui, plus que jamais, et pour paraphraser le journal communiste français, **L'Humanité**, nos ressources naturelles, l'eau, l'air, en fait toute la planète doivent

devenir **des biens communs de l'humanité**, plutôt que de simples marchandises, source de profits pour une petite minorité égoïste.

14 novembre 2006